

## **Proposition de communication**

### **Axe 1 - Désigner, classer, ordonnancer les nouvelles problématiques éducatives**

#### **« Pour une sociologie politique des objets éducatifs »**

L'éducation et la formation ne constituent pas des objets canoniques de la science politique, quelles que soient ses composantes et ses approches. Ce constat vaut tout particulièrement en France, des recherches menées dès les années 1950 en Grande Bretagne ou aux Etats Unis ayant abordé certaines dimensions proprement politiques des systèmes éducatifs, notamment autour des politiques de (dé)ségrégation raciale et de mobilisations de parents d'élèves. Bien sûr, quelques travaux classiques de science politique en France (Déloye, 1994) ont pointé, en creux, l'importance des institutions éducatives, par exemple à travers l'observation des liens entre capitaux scolaires et investissements politiques ou des relations entre état du système d'enseignement et mouvements sociaux. De même, on trouve quelques recherches sur la formation des élites politiques et administratives (notamment les travaux de Dominique Damamme sur Sciences Po et de Jean-Michel Eymeri sur l'ENA), sur les écoles de partis ou encore sur l'écriture de l'histoire. Pour autant, l'institution scolaire et les politiques éducatives ne sont pas, jusqu'à récemment, des objets prisés en science politique. Par exemple, le *Traité de science politique* publié en 1985 ne comprend pas d'entrée sur l'éducation et, dans le volume consacré à l'action publique, aucun texte n'aborde véritablement le secteur éducatif, à l'exception des politiques de formation. Cette tendance historique au désintérêt de la science politique en général et de l'analyse de l'action publique en particulier à l'égard de l'institution scolaire n'est peut-être pas sans lien avec la façade officielle de l'École Républicaine présentée comme « neutre » et « apolitique ». Elle est aussi probablement liée aux caractéristiques de ce secteur d'intervention publique qui reste relativement centralisé et produit lui-même une littérature experte, tout en étant traversé par des logiques multisectorielles (politiques de la ville, lutte contre la délinquance, etc.).

Toutefois, ce faible investissement tendanciel des objets éducatifs est partiellement remis en cause dans la période récente, au bénéfice notamment de nouvelles générations de chercheurs désireux de dépasser le cloisonnement disciplinaire (Barrault-Stella, Goastellec, 2015). En effet, depuis une quinzaine d'années et sans doute de manière croissante, des travaux relevant de différentes approches de science politique abordent directement l'institution scolaire et les enjeux éducatifs, proposant des éclairages complémentaires à la sociologie de l'éducation. Alors qu'en France la division du travail avait historiquement conduit à laisser aux sociologues les questions éducatives, tout se passe comme si la science politique contemporaine se saisissait désormais de ces objets afin de mieux se renouveler. Le

dynamisme de ce champ de recherche encore en développement est aujourd'hui attesté par le foisonnement des travaux menés dans différentes sous-disciplines de la science politique française, et notamment la sociologie politique (qui inclut désormais des travaux abordant la fabrique de l'action publique en éducation). Depuis quelques années, le domaine éducatif connaît en effet un regain d'intérêt en sociologie politique et en analyse des politiques publiques, peut-être du fait de l'essoufflement relatif de travaux portant sur d'autres secteurs. Bien que les travaux sur l'administration scolaire soient encore peu nombreux comme le souligne Hélène Buisson-Fenet (Buisson-Fenet, 2008), les recherches en sociologie de l'action publique éducative se multiplient en France à travers des protocoles d'enquêtes variés (archives, entretiens, observations, etc.). Les politiques scolaires ne sont désormais plus seulement appréhendées sous l'angle du seul corporatisme sectoriel, de la cogestion organisée ou de la « forteresse enseignante », les diverses médiations politiques et administratives de l'École étant désormais au cœur des questionnements d'une nouvelle génération de politistes. Le numéro 98 de la revue *Politix* publié en 2012 dresse un état des lieux des travaux relatifs aux politiques scolaires qui ouvrent la boîte noire que constitue parfois l'institution. On y trouve par exemple des recherches relatives à l'économicisation du système d'enseignement, à l'élaboration de la grande loi de 1989 sur l'École, à l'institutionnalisation du Conseil National des Programmes, aux réformes de la carte scolaire (Barrault-Stella, 2013) ou encore aux débats autour de l'eupéanisation de l'école française (Buisson Fenet, Pons, 2012). La plupart de ces enquêtes analysent des régulations bureaucratiques et politiques du système scolaire sans pour autant occulter les inégalités des rapports sociaux à son fondement. L'essor contemporain de travaux relatifs aux politiques éducatives se fait entre autres par le recours à certains outils de la sociologie de l'action publique qui ne se réduisent désormais plus à l'analyse décisionnelle, à l'image des travaux relatifs aux *streetlevelbureaucrats* (Barrault-Stella, 2011), au *New Public Management*, à la sociologie des problèmes publics, ou encore aux instruments d'intervention publique (Pons, 2010).

Dans le même sens, c'est paradoxalement la branche de la science politique la plus proche de la sociologie de l'éducation – la sociologie politique – qui s'est intéressée le plus tardivement aux questions d'éducation. La marginalisation tendancielle de l'étude de l'institution scolaire par la sociologie politique française peut être rapprochée de l'histoire de cette sous-discipline. Dans la mesure où l'importation des travaux de Pierre Bourdieu dans les années 1970 (notamment la circulation, par analogies, de certaines analyses relatives à l'institution scolaire et à la culture) a permis un renouvellement de la science politique en France, ce phénomène pourrait avoir impliqué, du fait de la division du travail et de la répartition des périmètres d'intervention des chercheurs, une distance de cette nouvelle spécialité qu'a constitué la sociologie politique avec les objets canoniques de la sociologie de l'éducation. Quoi qu'il en soit, dans la période la plus récente, des sociologues du politique commencent à se saisir des objets de l'éducation et de la formation sans se limiter à l'étude des politiques publiques. On voit désormais émerger en France une véritable sociologie politique de l'éducation (dont Bertrand Geay appelait de ses vœux dans sa HDR en 2003), aux interstices de la sociologie de la politisation, de l'action collective et des institutions. Ainsi, si la sociologie des mouvements sociaux porte traditionnellement intérêt aux processus d'apprentissages (par exemple des manières de se mobiliser, des répertoires d'action, etc.), quelques enquêtes mobilisent surtout explicitement les outils de la sociologie de l'action

collective sur des terrains relevant de l'éducation, notamment concernant l'activisme enseignant (Spire, 2010 ; Llobet, 2011 ; Sawicki, 2015) ou de parent d'élèves (Barrault-Stella, 2014). Enfin, la sociologie politique s'intéresse désormais l'analyse des relations administratives et des rapports aux institutions publiques qui interviennent dans le domaine de l'éducation. En la matière, bien que les travaux soient encore peu nombreux, l'enjeu est d'analyser le rapport des « usagers » (parents et/ou élèves) aux professionnels de l'éducation, aux papiers et procédures bureaucratiques ainsi qu'aux administrations scolaires (Barrault-Stella, 2009) dans la perspective de restituer les propriétés sociales (appartenances sociales, genre, générations, origines ethniques, etc.) et politiques (compétences, expériences politiques, engagements militants, etc.) façonnant la relation aux institutions éducatives et les éventuelles pratiques de résistances des familles.

Cette communication aura pour objectif de revenir sur la constitution de ce champ de recherche de sociologie politique de l'éducation complémentaire à une sociologie de l'éducation parfois décrite comme « dépolitisée » (Poupeau, 2005). En prenant appui sur plusieurs recherches empiriques récentes et de première main (comme la fabrique de la sectorisation scolaire des collèges depuis 2004, les fermetures d'écoles du premier degré dans les mondes ruraux contemporains ou encore les rapports des parents aux démarches administratives en matière scolaire), il s'agira notamment de penser les articulations (notamment les convergences potentielles) de cette manière de saisir les objets éducatifs en sociologie du politique avec les travaux classiques et contemporains de la sociologie de l'éducation, dans une perspective de cumulativité scientifique et de fertilisation croisée des pratiques de recherche.